



hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes  
[www.monde-libertaire.fr](http://www.monde-libertaire.fr)

ISSN 0026-9433

« Les progrès sociaux s'opèrent en raison des progrès des femmes vers la liberté et les décadences d'ordre social en raison du décroissement de la liberté des femmes. » Charles Fourier



# LA BEAUTÉ

## EST DANS LA RUE

### les lycéens aussi



# Editorial



Les lycéens sont dans la rue, défilant contre la xénophobie d'État qui s'est déchaînée dernièrement dans l'Hexagone avec l'affaire dite «Leonarda». On ne reviendra pas plus en détail sur cette histoire largement médiatisée, d'autant qu'il ne nous semble pas nécessaire de démontrer en quoi l'expulsion d'une personne sans papiers d'identité français est une ignominieuse pratique xénophobe. Ce qui nous intéresse, c'est la mobilisation d'une partie de la jeunesse, des collègues et des lycées, qui a rapidement pris de l'ampleur et qui, dit-on, est amenée à ne pas s'essouffler de sitôt. On s'y intéresse, et on s'en réjouit, bien sûr. Même si, déjà, on peut regretter l'absence de volonté de tisser des liens avec d'autres luttes et résistances sociales, ne serait-ce qu'avec les mouvements de sans-papiers, ceux qui n'établissent aucune distinction entre homme et femme, entre travailleur, chômeur, écolier, collégien, lycéen et étudiant, tous étant victimes des mêmes politiques et des mêmes flics qui, servilement et parfois avec zèle, les appliquent, la bave aux lèvres. Mais, après tout, peut-être que ces liens finiront par s'établir dans les jours à venir, s'imposant comme une évidence face à un gouvernement qui n'aspire qu'à faire du cas par cas médiatique pour jouer avec son image auprès de son électorat, lequel va de la gauche à l'extrême droite. D'autant que les luttes ne manquent pas, en France, quoi qu'on en dise et qu'en laissent penser les médias et leur boulimie de sondages. N'en déplaisent aux pessimistes de service ou aux chantres de la démobilitation, la colère et les résistances sociales sont là. Il ne leur manque qu'une chose : la convergence.

# Sommaire

## Actualité

- L'incohérence bretonne**, par J.-P. Aupetitgendre, page 3  
**Acheter la paix sociale**, par E. Vanhecke, page 4  
**Maurice Taylor, le retour**, par Justhom, page 5  
**Météo syndicale**, par J.-P. Germain, page 6  
**On nous pollue la vie**, par P. Schindler, page 7

## International

- Syndicalisme autonome algérien**, par R. Pino, page 8

## Arguments

- Révolution dans la psychiatrie**, par N. Potkine, page 10  
**France, tes emblèmes foutent le camp**, par M. Rajsfus, page 12  
**Limites de la non-violence ?**, par A. Bernard, page 14

## Histoire

- Sylvain Maréchal, le tyrannicide**, par Erwan, page 15

## À voir, à lire

- Médecin de famille**, par Mato-Topé, page 18  
**Chemins d'exil et d'espoir**, par T. Guilabert, page 19

## Expression

- Au mur, le vieux monde**, par Cettia Cetti, page 20

## Illustrations

- Aurélio, FYD, Kalem, Krokaga, Riri**

### Tarifs

(hors-série inclus)

- 3 mois, 12 n<sup>os</sup> hebdos, 1 n<sup>o</sup> hors série, les gratuits  25 €  
6 mois, 18 n<sup>os</sup> hebdos, 2/3 n<sup>os</sup> hors série, les gratuits  50 €  
1 an, 35 n<sup>os</sup> hebdos, 5/6 n<sup>os</sup> hors série, les gratuits  75 €

L'abonnement à la version numérique du journal est à moitié prix.

Tous ces abonnements peuvent se faire en ligne sur [www.monde-libertaire.fr](http://www.monde-libertaire.fr).

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

**Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08**

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

### France et étranger

### Bulletin d'abonnement

#### Abonnement de soutien

1 an  95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX)  
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

# L'incohérence

## est toujours source de violence !

**LA BRETAGNE S'ENFLAMME**, les rumeurs de « désobéissance à l'impôt », de jacqueries, de poujadisme se propagent. On oppose aux manifestants la sacro-sainte égalité devant l'impôt, on en profite pour déplorer la faiblesse du gouvernement. L'opposition oublie que c'est elle qui a créé cet impôt (avec le Grenelle sous Sarkozy et sur une idée de Borloo). La majorité se perd dans des explications douteuses sur la nécessité de cette taxe, sur les contraintes budgétaires et les directives européennes qui limitent drastiquement les marges de manœuvre. Les médias nous promènent à l'envi avec ce débat, écran de fumée cachant un autre débat bien plus fondamental, bien plus complexe. Il serait donc bon de faire trois pas en arrière pour comprendre la montée en puissance de la révolte bretonne.

Depuis juin 2012, 3 000 emplois ont disparu. Aujourd'hui, le secteur rural fournit 11 % des emplois en Bretagne (5,3 % pour l'agriculture, 5,7 % pour l'agroalimentaire). En 1968, le pourcentage était de 38,8 % (35,3 % pour l'agriculture et 3,5 % pour l'agroalimentaire), selon les sources Insee. Ces chiffres montrent clairement qu'entre 1968 et 2008 l'agroalimentaire a été largement favorisé par rapport à l'agriculture classique, ce qui n'a pu se faire sans une franche volonté politique, sans le soutien de grandes entreprises industrielles et sans l'agrément des paysans et de leurs organisations professionnelles (essentiellement la FNSEA). Les suppressions d'emploi déjà effectuées et celles annoncées concernent presque uniquement le secteur agroalimentaire, ce qui remet en cause les choix faits par les trois niveaux d'acteurs cités, les politiques, les industriels, les paysans. On peut ajouter un quatrième volet, celui des experts (Inra, Commission européenne, etc.) qui ont fortement contribué à promouvoir un type d'agriculture concentrée, polluante, mondialisée, celle-là même qui induit l'écotaxe, les délocalisations du poulet en batterie vers l'Argentine, du porc charcutier vers la Roumanie, le dumping social ayant été érigé en loi de la modernité.

L'écotaxe arrive juste au moment où les entreprises voient leurs charges augmenter et leurs prix de vente chuter. C'est donc un pas de plus vers l'effondrement du secteur, un peu d'huile sur le feu qui couve. La grogne des exploitants de porcs et de poulets qui sont contraints au transport de quantités énormes d'intrants s'ajoute certainement au

sentiment légitime d'avoir été roulés dans la farine, d'avoir été poussés vers un mode d'élevage non « durable » comme l'on dit aujourd'hui. Après avoir vanté la modernité et le sens entrepreneurial des paysans bretons, après avoir flatté leur ardeur au travail pour qu'ils investissent des sommes considérables en infrastructures, voilà qu'on leur annonce qu'ils ne vont plus dans le sens de l'histoire, que les pays émergents sont plus compétitifs qu'eux, qu'ils doivent se recycler ! On pourrait être en colère pour moins que cela.

La véritable question qui se pose n'est donc pas pour ou contre une écotaxe, mais comment sortir d'une erreur stratégique, d'une vision économique, écologique, politique qui arrive au bout de sa logique. Défendre l'écotaxe, n'en déplaît à José Bové qui la trouve plutôt positive, c'est donner aux plus riches un permis de pollution et étrangler le producteur de porcs breton qui a le malheur d'être juste à la limite de la rentabilité. S'opposer à l'écotaxe au nom de la survie des emplois, c'est de fait cautionner l'assassinat des producteurs de poulets africains par l'exportation des produits congelés bretons. C'est accepter que l'industrialisation de l'élevage pollue durablement les sols, les nappes phréatiques, les côtes bretonnes. C'est accepter que la protection sociale s'aligne sur

les moins-disant argentins ou roumains. C'est accepter que l'on produise de la viande de qualité douteuse au nom de la croissance. Alors, devons-nous renvoyer dos à dos les manifestants qui brûlent les portiques de l'écotaxe et le gouvernement qui cherche, avec l'énergie du désespoir, à combler un déficit abyssal ?

Non ! Les vrais responsables ne sont pas ceux qui se sont fait rouler dans la farine, même s'ils peinent à reconnaître leur naïveté. Ce sont les enfarineurs : les politiques, les banques, les experts... Ce que je reprocherais alors aux manifestants bretons, c'est uniquement de se tromper de cible. Ce ne sont pas les portiques de l'écotaxe qui devraient brûler, ce sont les bureaux de la Commission européenne, ceux de la FNSEA, ceux du Crédit agricole. Ces gens-là auraient dû savoir. Ils auraient pu prévoir à long terme. Ils auraient pu oublier les intérêts particuliers pour entendre ceux qui visaient l'intérêt général. Ils en avaient les moyens, les capacités intellectuelles, les outils d'expertises nécessaires. Ils veulent aujourd'hui cacher leur incohérence en stigmatisant la violence des Bretons, comme si ce n'était pas l'incohérence même du système agroalimentaire qui crée cette violence...

Jean-Pierre Aupetitgandre

# Des millions d'euros pour la paix sociale

**DANS LA SÉRIE** C'était mieux avant, comme on le dit désormais à tout bout de champ, peut-on écrire, sans vouloir donner de leçons ni faire de morale, que le syndicalisme est bien servi en ce moment? L'actuel procès à l'encontre de Denis Gautier-Sauvagnac est révélateur d'un modèle syndical moderne, débarrassé des oripeaux révolutionnaires à tel point qu'on ne parle plus pudiquement que de partenaires sociaux et non plus d'organisations ouvrières. Le vocabulaire revêt là toute son importance. Toute son importance également, la nature de cette affaire qui défie les lois de la lutte des classes.

Car figurez-vous, mes mignons, qu'il n'y a pas que les salariés qui soient syndiqués – pour les trop peu nombreux qui le sont –, les patrons aussi. Besoin d'entraide qu'ils jugent sans doute légitime, même entre concurrents – être faux-cul, c'est un métier –, il faut savoir se serrer les coudes contre les trente-cinq heures, la retraite à presque 60 ans; en gros contre la canaille revendicatrice et l'administration fiscale. Ce besoin de solidarité à nous faire pleurer comme des veaux cache en fait des méthodes et des pratiques plus que douteuses que révèle l'actuelle affaire de l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM). Héritière des Maîtres de forges et émanation du Medef, l'UIMM se trouve dorénavant dans l'œil du cyclone. Et ce n'est pas si réjouissant que ça. Il s'agit d'une somme astronomique de près de 19 millions d'euros – environ 13 360 smic bruts –, qui a disparu entre 2000 et 2007 des caisses du syndicat patronal et dont doit rendre compte l'actuel prévenu. Ses explications sont claires et confuses à la fois. Filandreur comme un vieux navet, il se contente d'expliquer que

tout ce bel or a servi à «fluidifier les relations sociales» (quand je vous disais que le vocabulaire a une importance – et toute savoureuse cette fois-ci), mais, encore bien pire, il se refuse de préciser clairement quelles organisations ont été arrosées et dans quelles proportions, ou bien alors du bout des lèvres et qui, quoi qu'il en soit, poussent des cris d'orfraie à l'idée du moindre soupçon de corruption à leur encontre. Et non seulement ce pognon a tenté d'acheter la paix sociale, mais il a en outre servi à aider, en particulier le groupe PSA, à ne pas céder aux revendications salariales des ouvriers de l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois, lors d'une grève de six semaines en 2007. D'autres conflits ont d'ailleurs été subventionnés pour que la racaille ne la ramène pas trop. On cède d'un côté et on récupère de l'autre. *DGS is magic! Magic, mais viré*, on le serait à moins, Gautier-Sauvagnac a négocié son indemnité de départ à hauteur de 1,5 million d'euros et une prise en charge totale par l'UIMM des frais de justice pouvant découler de sa gestion. On n'est jamais trop prudent.

Le plus répugnant de l'histoire, c'est bien qu'à aucun endroit ne se pose sérieusement

la question de la provenance de ces fonds. Hormis le fait que les 16 millions en question ne sont que la face cachée de l'iceberg, il est assez difficile d'imaginer que le pactole ne provienne que des seules cotisations «syndicales» ou de la poche personnelle des dirigeants d'entreprise – la pingrerie aussi est un métier. Et quand bien même. Les ressources des entreprises ne proviennent que de la seule force de travail des salariés et cet argent leur appartient de droit. C'est donc d'un véritable pillage qu'il s'agit. Y a-t-il un syndicat ouvrier dans l'avion?

À propos de syndicats ouvriers, et pour ceux et celles que ça passionne, la CGT recrute un directeur de communication. Bardé de diplômes spécialisés, il devra participer à la définition de la stratégie de communication globale de la confédération et de piloter sa mise en œuvre, afin de promouvoir l'image de la CGT. «On cherche un vrai professionnel de la communication», précise un des responsables. Ben, justement, il y a Gautier-Sauvagnac qui pointe à Pôle emploi!

Pouget, réveille-toi, nom d'un pétard!

Émile Vanhecke



# Maurice Taylor, champion de la lutte des classes



**IL Y A SEPT MOIS**, Maurice Taylor, le PDG américain de l'entreprise Titan, justifiait qu'il ne mettrait pas un fifrelin pour reprendre l'entreprise Goodyear d'Amiens-Nord. Pourquoi ? « Le coût du travail est trop élevé en France. » Ce chevalier d'industrie continuait sa diatribe en insultant les travailleurs, « leur reprochant de ne travailler que deux à trois heures par jour ». Non content de dire des mensonges, le mufler rajoutait en traitant les ouvriers de « fainéants ».

Quel ne fut pas mon étonnement d'entendre le ministre de la Casse industrielle annoncer, lundi 21 octobre, le retour de Maurice Taylor. Vous comprendrez que le retour de cet écumeur de profits, ce chasseur de richesses ne peut que paraître suspect et n'est pas sans poser de questions. Il devrait, à juste titre, inquiéter les syndicalistes, et notamment le responsable CGT Mickaël Wamen, lequel a déclaré « vouloir s'engager à fond et tout faire pour que, cette fois-ci, il y ait une issue favorable pour l'ensemble du personnel sur le site d'Amiens ». Les travailleurs ne devraient pas se précipiter dans la gueule du porc. Ils ont été plusieurs fois échaudés et ce patron-là est particulièrement un patron de combat. Sa haine des travailleurs et des syndicats lui sort par tous les pores de la peau. Sa

dernière saillie en est la preuve et ne laisse aucun doute sur ses intentions. Car, si le piller de savoir-faire a fait volte-face, c'est à la demande expresse de bourre-mou le ministre de la Casse industrielle. C'est d'ailleurs ce que l'infecte personnage a avoué le vendredi 25 octobre dernier... Je le cite : « Votre ministre m'a demandé : "Est-ce que vous voulez investir et embaucher ?" Nous sommes tombés d'accord. Ce ministre est un si gentil garçon ! » Seulement, le hic, c'est que les syndicats ne sont pas au courant du contenu de cet accord. Les travailleurs de Goodyear ont de quoi être méfiants et inquiets quant à l'avenir de leur entreprise quand deux scélérats de cette espèce s'associent. Car, les déclarations du titan américain suite à l'accord avec la complicité de son sherpa français ne sont pas très rassurantes quant à l'avenir de l'entreprise. Jugez plutôt, Maurice vient de traiter ce même 25 octobre les syndicalistes de la CGT de « timbrés » et de préciser : « Attention, je ne dis pas que ce sont les employés qui sont stupides, mais ceux qui les représentent, les syndicats et leurs avocats, ils n'ont aucun sens... » Il ne faut pas être grand clerc pour comprendre que, avec l'accord signé entre ce patron qui pratique la lutte de classe et le ministre socialiste adepte de la collaboration

de classe avec le patronat, ce sont les travailleurs qui seront les dindons de la farce. Il s'agit pour le patron de Titan de faire main basse sur une entreprise rentable et de s'approprier le savoir-faire des travailleurs ; pour le sherpa de ministre de la Casse industrielle de justifier son utilité parce qu'il s'est décarcassé et que, par sa pugnacité, il a réussi à éviter la fermeture de l'entreprise et à conserver quelque 300 emplois sur les 537 !

Je ne peux imaginer que ce patron de choc investisse chez Goodyear sans arrière-pensée. Mais pour réaliser son plan, il lui faut l'entremise du ministre. Le ministre facilite la transaction pour redorer son blason et celui du gouvernement.

Les travailleurs ont intérêt à être vigilants car tout laisse présager qu'une fois l'entreprise aux mains de Maurice le prédateur les coups bas vont pleuvoir et l'avenir ne sera pas « rose ». Car, si les travailleurs négligent la lutte de classe, Maurice, lui, la mène tambour battant.

**Justhom**

Groupe de Rouen  
de la Fédération anarchiste

## Brèves de combat

### Mac Carthy, le retour ?

Un prisonnier de l'Illinois a été placé en isolement pour possession d'un « grand nombre de publications et manuscrits d'obédience anarchiste », selon les extraits du procès-verbal. Des documents de l'Anarchist Black Cross ont été trouvés dans sa cellule, caractérisés par le département de correction de l'Illinois comme étant « une organisation politique soutenant activement les personnes ayant commis des activités illégales dans la poursuite d'objectifs révolutionnaires ». En fait, ce mouvement écrit des lettres aux prisonniers et sollicite des dons afin que ces derniers puissent acheter de la bouffe au commissaire de la prison !

### Honteuse dénonciation

Suite à une dénonciation anonyme pour trafic de stupéfiants (!), la police grecque est entrée au dispensaire social d'Athènes, accompagnée par des agents de l'Organisme national du médicament et d'un juge d'instance. L'opération a duré une heure. Ils n'ont rien trouvé. Ça sent à peine le coup monté !

### Alerte

Une étudiante syndicaliste de Paris-I a été attaquée au cutter, chez elle, après avoir été insultée la veille par un homme en ces termes : « Sale gauchiste, on sait où tu habites, on va te violer. » Une autre jeune fille avait été attaquée au cutter quatre jours avant.

# Météo syndicale

« **LA CGT**, forte de ses 5 millions d'adhérents, dispose des moyens nécessaires pour faire respecter les engagements pris. Au lieu de s'orienter dans cette voie, la seule conforme aux traditions du syndicalisme lutte de classes, elle pratique une politique de compromis et d'abandons successifs, facilitant la contre-attaque patronale et désamorçant les syndiqués qui ne demandent qu'à agir collectivement pour défendre leurs droits. »

Ces quelques lignes tirées du manifeste du Cercle syndicaliste lutte de classes (janvier 1937) auraient pu être écrites en ce moment avec la rectification du nombre de syndiqués !<sup>1</sup>

En fait, la comparaison s'arrête là, on serait même au-dessus du niveau de la question minimum syndical... Pas de Front populaire et une gauche au pouvoir qui alterne coulevres et détournements de fonds du social. Au niveau syndical, particulièrement pour les boutiques représentatives, ça ne dépasse pas les déclarations d'intention. Sur le terrain, on peut dire qu'il y a tout et son contraire.

Prenons les camarades de Goodyear, à Amiens, qui avant les vacances faisaient monter la pression et refusaient en bloc les projets de reprise venus d'outre-Atlantique. Aujourd'hui, après la visite du camarade ministre Montebourg, tout est envisageable et la CGT ira à Canossa ! Là où on l'attendait le moins, la reculade syndicaliste montre la realpolitik des municipales dans le Nord comme ailleurs.

Pourtant, si on prend par exemple le texte d'introduction au débat du comité général de la Filpac-CGT (livre, papier, communication), ça tape fort : « Il fallait bien chasser Sarkozy, mais Hollande

l'a remplacé chou pour chou. Sitôt élu, il s'est débarrassé de son étiquette de gauche. Il n'a pas fallu un an pour que le mythe de la troisième voie entre libéralisme et politique de gauche s'effondre... » Donc, « la fracture entre les classes populaires et la majorité en place est le fruit de cette politique délibérée ». D'accord, le gouvernement n'est pas au niveau, mais main dans la main avec son parti, le PS, pour les municipales, c'est autre chose ? La main gauche ignore donc ce que fait la main droite ?

Combiner action syndicale avec velléité politique tient souvent du grand écart. Pendant que la direction de PSA présente un « nouveau contact social » qualifié de d'« accord de compétitivité au top de la régression » et non paraphé par la CGT et la CFDT<sup>2</sup>, Arnaud Montebourg taille la bavette avec le Medef. Il y défend sa vision de « l'alliance des Français autour de leur appareil productif », cela veut dire qu'il faut faire bloc derrière les patrons pour limiter les coûts de la production. Sale temps pour le syndicalisme, toutes tendances confondues !

Jean-Pierre Germain

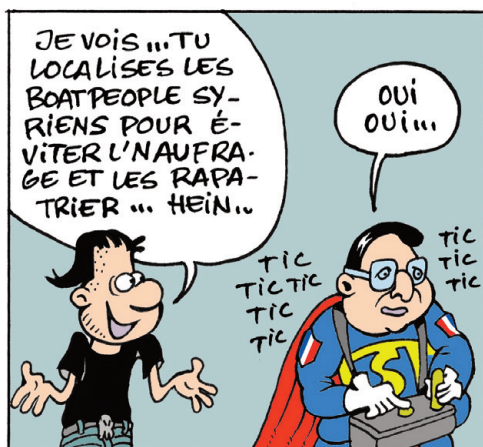
Groupe Salvador Seguí  
de la Fédération anarchiste

1. Le cercle syndicaliste et lutte de classes regroupait des anarchistes, des pivertistes et des ex-minoritaires de la CGTU. Il était une alternative concrète à la CGT-SR qui ne ralliait pas l'ensemble des libertaires. Son journal, « lu et discuté », était *Le Réveil syndicaliste*.

2. FO, CGC, GSEA et CFTC ont signé.



## PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



## Pas de toit, pas de chocolat

Dans le cadre de la Journée européenne pour le droit au logement et à la ville et contre les spéculations, des associations contre le mal-logement ont appelé à un rassemblement, place de la République, à Paris. Il a été brutalement réprimé par la police qui a fait plusieurs blessés. Le porte-parole du DAL a été roué de coups par les CRS et, naturellement, les médias sont restés muets sur l'événement...

## Le vrai visage fasciste du FN

Une candidate frontiste a placé sur sa page Facebook d'un côté un petit singe et de l'autre Christiane Taubira, la garde des Sceaux, avec les légendes «à 18 mois» et «maintenant». Avec ce commentaire sans appel: «À la limite, je préfère la voir dans un arbre après les branches, que la voir au gouvernement.» Les nazis, eux, étaient plus radicaux: ils donnaient le droit aux SS de tirer à bout portant sur les Noirs qui, pour eux, «n'étaient pas des êtres humains».

## GAV

Les secrétaires de la Conférence des avocats du barreau de Paris engagent une nouvelle étape du combat judiciaire sur l'accès au dossier en garde à vue, essentiel pour que les avocats puissent assurer une défense effective en garde à vue, où ils sont, pour l'heure, cantonnés au rôle de défenseurs aveugles, privés du dossier de leur client, et donc des éléments indispensables à l'exercice de leur mission.

## Na Na Nère!

Le Conseil constitutionnel vient de l'affirmer: «Les maires et leurs adjoints, en tant qu'officiers d'état civil, ne peuvent faire valoir une clause de conscience. Ils sont donc dans l'obligation de célébrer les mariages y compris entre couples de personnes de même sexe.»



# On nous pollue



**ON A BEAU LE DIRE**, le répéter jusqu'à indigestion, les profiteurs et affameurs de la planète s'en tapent le coquillard des alertes! Pourtant, selon le rapport de l'Agence européenne de l'environnement (AEE), la pollution atmosphérique demeure à des niveaux jugés dangereux dans de nombreuses régions de l'Union européenne (UE) et est responsable de décès précoces, de troubles de la santé et de dégâts sur l'écosystème. En entrée en matière, si le rapport salue la baisse des rejets de polluants atmosphériques au cours des dernières décennies, il souligne en revanche que «le problème de la pollution de l'air est loin d'être résolu en Europe. Vingt-deux pays de l'UE, dont la France, l'Italie et la Pologne, affichent des niveaux d'émission quotidienne de particules fines supérieurs au plafond prévu par l'Union en 2011». On est donc en droit de se demander ce à quoi peuvent bien servir les institutions de contrôle... En effet, selon l'AEE, «les seuils plus bas mais non contraignants fixés par l'OMS ne sont quasiment jamais respectés, selon les relevés effectués par les antennes locales de contrôle». Pour résoudre le problème (et ce n'est pas un gag), Janez Potocnik, commissaire européen à l'Environnement, estime que «l'UE peut se fixer d'une manière réaliste l'objectif de parvenir aux seuils préconisés par l'OMS au plus tard en 2050». Si, d'ici-là, nous ne sommes pas tous crevés! Continuons avec le même optimisme en plein naufrage: toujours selon le rapport, «la réglementation plus restrictive appliquée depuis dix ans a permis une réduction de 50 % des émissions de dioxyde de soufre responsables des pluies acides et d'un tiers des émissions de monoxyde de carbone». Mais, car il y a un mais, «en revanche, les niveaux d'émission de particules

fines et d'ozone n'ont que peu baissé [admirons au passage la nuance contenue dans le terme "peu"], laissant en suspens la question des conséquences sanitaires de cette pollution». Rien que ça! Et Hans Bruyninckx, directeur exécutif de l'AEE, de gentiment nous prévenir: «La pollution de l'air est nocive pour la santé des hommes et pour les écosystèmes. Selon les normes actuelles, une grande partie de la population ne vit pas dans un environnement sain.» C'est gentil de nous prévenir! En effet, «près d'un tiers des Européens sont exposés à des niveaux dangereux d'émission de particules fines très présentes dans les zones urbaines et particulièrement nocives car elles passent directement des poumons dans le système sanguin», poursuit le rapport. Diantre! Ce dernier constate encore que «les chances de voir appliquer à l'avenir une réglementation plus contraignante sont minces, car de nombreux gouvernements européens peinent déjà à faire respecter les seuils d'émission mis en place en 2010». Alors, à l'horizon 2050! Tu m'Eltonne John... Mais ce n'est pas tout: comble du mauvais goût, l'AEE conclut le rapport toute fière que, cependant, «les émissions de microparticules demeurent à un niveau relativement bas en Europe, en comparaison de ceux enregistrés dans les zones urbaines en Asie, au Proche-Orient ou en Afrique»... Quelle chance on a, alors, de vivre dans des pays riches relativement épargnés et de pouvoir envoyer nos technologies polluer ailleurs, chez les plus pauvres. Une logique capitaliste et colonialiste bien ficelée!

**Patrick Schindler**  
Groupe Claaaaaash  
de la Fédération anarchiste

# Syndicalisme autonome en pays algérien

**Ramón Pino**

Groupe Salvador-Seguí  
de la Fédération anarchiste

Les révoltes qui ont eu lieu en Afrique du Nord, ce qu'on a dénommé «Printemps arabe», ne se sont pas produites en Algérie. Est-ce à dire que la situation des travailleurs est idyllique dans ce pays? Loin de là; nous en parlions déjà il y a un an et demi dans les colonnes de ce journal<sup>1</sup>: luttes des travailleurs et répression étatique sont au menu quotidien. Il est loin le temps où, en France, une certaine gauche – éclairée bien sûr – ne tarissait pas d'éloges envers cette Algérie indépendante, socialiste (?) voire autogestionnaire (quelle blague!). À un odieux colonialisme qu'il fallait évidemment faire disparaître, a succédé un État non moins odieux, aux mains des généraux, basé sur le principe du parti unique des «démocraties populaires». Un pays riche, mais des habitants pauvres (mise à part une «nomenclatura» principalement composée de militaires). Un demi-siècle d'indépendance n'a pas résolu le chômage et le manque de logements, ni le mécontentement de la population qui est loin de diminuer.

## Rustine sur jambe de bois

Pour pallier au chômage, le gouvernement algérien a lancé un plan de contrats à durée (très) limitée dans la fonction publique (ça vous rappelle quelque chose?). Plus de 600 000 jeunes «bénéficiaires» de ce type de contrats qui ne leur procurent que des revenus très inférieurs au salaire minimum garanti dans le pays, et les plongent dans la plus grande précarité, sans aucun droit car susceptibles d'être licenciés à tout moment. Les femmes qui sont les plus nombreuses à travailler dans les services publics sont bien sûr les premières concernées par tous les types de chantage subis afin de pouvoir conserver un emploi dans des conditions qui supposent qu'elles soient corvéables à merci.

## Public/privé même combat

En 2009, on avait déjà pu assister à une grève des enseignants contractuels pour protester

contre la dégradation de leurs conditions de travail, exiger un salaire décent et la création de nouveaux postes. Réponse du gouvernement (populaire? socialiste?): la matraque; répression, arrestations, licenciements, la routine quoi. En 2010, les syndicats autonomes algériens organisent le Forum syndical du Maghreb. La veille de la réunion, le local (la maison des syndicats) est fermé par les autorités; motifs fantaisistes genre «porte atteinte à l'intégrité du pays et véhicule la propagande sioniste d'Israël et des États-Unis». Comme sous tous les régimes autoritaires, l'explication est la même: il s'agit d'un complot international; nous avons connu ça aussi en 1968, quand un certain Juif allemand (rouquin de surcroît!) était accusé de déstabiliser notre belle France. Revenons en Algérie: en mars 2011, un sit-in réunissant cinq cents salariés contractuels a lieu devant le palais présidentiel: répression, arrestations, mais cette fois promesses gouvernementales d'examiner les problèmes. Promesses non tenues, évidemment.<sup>2</sup>

Auparavant, une dizaine de syndicats autonomes des secteurs public et privé déposent au ministère du Travail un dossier pour obtenir le récépissé les autorisant à avoir une activité légale. La loi prévoit que le ministère doit répondre – favorablement ou non – dans un délai d'un mois. Deux ans plus tard, les syndicalistes attendent toujours cette réponse. Pour protester contre cet état de fait, des cadres syndicaux décident d'organiser un rassemblement de protestation devant le ministère du Travail; la police embarque tout le monde pour quelques heures. Février 2012, les femmes algériennes organisent un rassemblement devant le CHU Nafissa-Hamoud, pour protester contre la précarité dont, en tant que femmes, elles sont les principales victimes (elles sont effectivement les plus nombreuses à travailler dans le secteur de la santé et donc les plus soumises aux contrats précaires). Avril 2012, toujours dans le secteur public, à l'appel de la Fédération de justice – affiliée au

Snapap<sup>3</sup> – c'est le personnel de justice (gref-fiers et auxiliaires de justice) qui se met en grève. Quatre mois! Sans aucun résultat: certains militants poursuivront le mouvement dans la foulée par une grève de la faim, sans plus de résultat que de nouvelles promesses toujours non tenues. Précisons que le Snapap revendique une autonomie complète par rapport au pouvoir et aux organisations politiques, même se disant démocratiques ou de gauche. Cette indépendance n'a évidemment pas l'heur de plaire au pouvoir, qui a utilisé une de ses méthodes préférées: le clonage. Kézako? Il s'agit de faire pression sur certains membres du syndicat (menaces physiques, chantage, corruption) afin de leur faire créer un syndicat concurrent plus bienveillant envers le patronat et le gouvernement. C'est ainsi qu'est né le Snapap Bis. Dans le même temps que les militants du Snapap se faisaient expulser de leur local, le Snapap Bis se voyait lui, octroyer une généreuse subvention gouvernementale. On n'est jamais trop bon avec ses alliés objectifs<sup>4</sup>.

## La presse aux ordres

La presse est toujours plus ou moins sous contrôle et certains titres participent à l'entreprise de décrédibilisation des syndicats autonomes. Les services de police ont brillamment fait leur devoir, refoulant les participants louches. Ainsi, en février dernier, une réunion d'associations de précaires et chômeurs du Maghreb était organisée à Alger et le journal *La Nouvelle République* se félicitait que ce colloque «douteux» n'ait pu se tenir et du fait que «les services de police ont fait brillamment leur devoir en refoulant les divers participants marocains, tunisiens et mauritaniens, qui s'avaient être pour le moins louches». «Louches», voilà un argument qui ne l'est pas! Il est même irréfutable et définitif, et vaut toutes les démonstrations. Pas de quartier, la police algérienne arrêta sur l'aéroport même, les participants étrangers venus assister à ce colloque.

« Regarde ce qui se passe dehors dans les rues  
N'est-ce pas incroyable tous les gens que je rencontre ?  
Une génération a vieilli  
Une génération a la foi  
Ecoute ce cri  
Et maintenant il est temps pour toi et moi  
D'avoir une révolution, d'arriver à une révolution. »

Jefferson Airplane, *Volunteers*, 1969.





Mais rien n'y fait, ni les intimidations ni les arrestations, et les mouvements sociaux s'enchaînent en Algérie. Dans le privé aussi les travailleurs précaires s'organisent et revendiquent de meilleures conditions de travail et des salaires décents, malgré les situations propres au secteur privé, comme par exemple sur les sites d'exploitation d'hydrocarbures appartenant à des multinationales occidentales, et dont la sécurité est confiée à des entreprises algériennes aux mains des généraux du pays. Pas question de partage des richesses.

On comprend mieux pourquoi le Printemps arabe ne risque pas de déboucher sur une fraternité armée/peuple. L'armée n'a pas seulement le pouvoir politique, mais également économique. Pas question de partage des richesses, même si le gâteau (gaz et pétrole) est énorme.

### Syndicalisme institutionnel

Aux antipodes des syndicats autonomes nous trouvons l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) <sup>5</sup>, qui est une illustration parfaite de ce qu'est une courroie de transmission avec un parti politique (*a fortiori* quand ce parti est au pouvoir). Pendant toutes les années où l'UGTA était l'unique syndicat autorisé, son rôle a consisté à freiner toute

lutte ou mobilisation contestant la politique gouvernementale. Le syndicalisme autonome a brisé ce monopole notamment dans l'éducation, la santé, les collectivités territoriales... mais l'UGTA garde la main (pour le moment) dans le secteur privé où le syndicalisme autonome n'est pas légalisé. Malgré tout, l'UGTA se décrédibilise chaque fois un peu plus comme lors du 30 septembre dernier où son secrétaire général, Abdelmadjid Sidi Saïd, participa et contribua à la réunion de création de la Coordination patronale algérienne (CPA) <sup>6</sup>. Imaginons un peu qu'en France la CGT ait participé à la création du Medef...

### La lutte des classes nuit à l'intégrité du pays

Il faut préciser qu'Abdelmadjid Sidi Saïd est plus que conciliant avec les patrons d'entreprises et le président Bouteflika dont il aime rappeler qu'il est son ami. Au point d'en oublier systématiquement la défense des intérêts des travailleurs et la lutte des classes qui, c'est bien connu, nuit à l'intégrité du pays.

Le constat est toujours le même dans ce pays, comme dans tous ceux qui ont accédé à l'indépendance : en fait de libération du peuple, on ne voit que le remplacement d'une bourgeoisie coloniale par une bourgeoisie

nationale qui n'oublie pas de faire des affaires juteuses avec l'ancienne puissance occupante. L'émancipation des travailleurs peut bien attendre, c'est le cadet des soucis des nouveaux maîtres du pays plus préoccupés de museler toute forme d'opposition, à commencer par celle des syndicats autonomes.

*El Moujahid*, journal du FLN, longtemps parti unique et dont les tenants du pouvoir actuel sont tous issus, porte toujours en sous-titre de sa une : « La révolution par le peuple et pour le peuple. » Par le peuple, ça, c'est sûr. Pour le peuple ? Le chemin est encore long, mais les syndicats autonomes s'y sont déjà engagés.

R.P.

1. Voir « Algérie : ça branle dans la manche », in *Le Monde libertaire*, n° 1677 (14 au 20 juin 2012).

2. Informations données par le Comité international de soutien au syndicalisme algérien (Cisa : [www.cisa-algerie.com](http://www.cisa-algerie.com)).

3. Syndicat national autonome du personnel de l'administration publique (créé en 1990).

4. Informations données par la CGT espagnole (groupe de travail pour l'Afrique du Nord).

5. Syndicat national officiel créé en 1956.

6. Coordination regroupant sept organisations patronales.

# Révolution dans la **psychiatrie**



Duane Michals, *Who Am I ?*, 1995.

## Nestor Potkine

« **LES NÉVROSÉS** ont la tête dans les nuages, les psychotiques habitent dans les nuages, et ce sont les psychiatres qui touchent le loyer. » Jolie phrase, à ceci près que la situation est en général bien pire. Et il y a quelque chose d'autre qui ne colle pas dans cette plaisanterie : deux définitions. Le livre de Richard Bentall *Madness explained, psychosis and human nature* (12,99 £, Penguin) – « La folie expliquée, psychose et nature humaine » – explique pourquoi ces définitions ne collent pas. « Les névrosés », « les psychotiques ». Vous souvenez-vous du délicat « sidaïque » de Jean-Marie Le Pen ? Même problème. D'une situation, d'un accident au sens philosophique du terme, on passe, on glisse, voire on se précipite vers une essence. LE Sidaïque, LE Psychotique ? Espèces différentes, espèces guère humaines, probablement aussi nuisibles que dangereuses.

### Étiquetage et cafouillage

Bentall, psychologue de son état, fait partie de ces esprits qui préfèrent que la pensée colle au réel, en particulier lorsque la pensée et ses aventures déterminent la vie des gens. Or il s'est aperçu (il n'est pas le seul) que le modèle psychiatrique dominant n'a guère

plus de rapports avec la réalité qu'une bonne bouffée délirante de derrière les fagots. Ledit modèle psychiatrique dominant doit beaucoup à Herr Kraepelin, psychiatre des années 1900. Herr Kraepelin rêvait de donner un peu de sérieux à une branche de la médecine qui ne se distinguait jusque-là ni par sa clarté ni par son efficacité. Il jugea que l'on pouvait importer en psychiatrie le modèle qui commençait à réussir si bien ailleurs : on isole un symptôme, ou un ensemble de symptômes bien précis, on donne un nom de maladie au fait de subir ce ou ces symptômes, on en recherche l'étiologie (la cause) et de là on tente d'agir sur cette étiologie. Kraepelin plongea donc dans le fouillis des symptômes psychiatriques et remonta à la surface en agitant triomphalement un modèle tout neuf. Les psychoses – définies en gros comme les maladies psychiques où l'on perd non seulement le contrôle de soi-même mais jusqu'à la conscience qu'on a perdu ce contrôle – seraient à ranger dans deux catégories principales : les schizophrénies et la psychose maniaco-dépressive (à coups de pied dans le derrière, la paranoïa est jetée du côté de la schizophrénie).

### Règle de trois

Trois autres caractéristiques définissent le modèle kraepelinien.

1. Une maladie mentale est une maladie bien définie, bien délimitée, précise. Quand on est maniaco-dépressif, on n'est pas schizophrène.

2. La maladie mentale est un état bien séparé de la santé mentale : on est un malade mental, ou une personne normale. On notera l'usage du verbe « être ». On a un rhume, mais on n'a pas la schizophrénie, on est schizophrène.

3. Une psychose est une maladie du cerveau. Donc, si l'on soigne le cerveau, on soigne la maladie. D'où l'usage des médicaments, du moins lorsque l'on réussit à trouver des médicaments (il n'y en pas tant que ça...) agissant sur les symptômes psychiatriques.

### Révisionnisme dans le neurone

Seulement voilà. Bentall (qui n'est toujours pas le seul) constate deux faits troublants :

1. Les personnes touchées par les dysfonctionnements et les douleurs psychiques ne respectent pas les barrières établies par Kraepelin et par ses successeurs, en particulier le « DSM », le manuel de l'association des psychiatres américains qui compile 201 diagnostics différents. Le paranoïaque aggravé se paie des épisodes dépressifs, le maniaco-dépressif se prend de temps en temps pour Napoléon, et les frontières des syndromes amoureux classés par le DSM s'avèrent aussi poreuses que l'éthique d'un banquier.

2. Les médicaments ne marchent pas vraiment et entraînent en général des effets secondaires rien moins que secondaires. Certes, une sérieuse dose de tranquillisants vous arrête net un sérieux épisode délirant. Mais si l'alternative à courir tout nu dans la rue en criant qu'on est Jésus ne consiste qu'à moisir tout cru dans un couloir en se savant dessus, la notion de guérison prête le flanc à la critique.

### On arrête tout et on réfléchit

Bentall réfléchit. Il propose une solution, d'un type qui surgit dans de nombreux domaines depuis une vingtaine d'années. Au lieu de ne voir dans le monde que des essences ou des définitions figées (la maladie, la santé/le social, le psychique, le biologique/l'inné, l'acquis), on regarde la réalité, et on y aperçoit, d'abord, des processus. Bentall rappelle donc que, lorsque l'on observe une personne souffrant d'une pathologie mentale, on découvre, très souvent, des processus : les états mentaux ne sont pas figés dans un diagnostic, ils sont mouvants, instables. Les symptômes changent. L'intensité, l'étendue, la fréquence des symptômes change. Ce qui met à mal le point de vue selon lequel il existerait un ciel platonicien des maladies mentales où trôneraient, horri-

bles visions, la paranoïa ou le trouble bipolaire. L'existence de processus plutôt que d'essences suggère fortement qu'il faut partir, non d'une définition dans un dictionnaire, mais de la personne qui souffre. Et une personne qui souffre, c'est quoi ? En premier lieu un corps et un cerveau. Ce corps et ce cerveau peuvent souffrir d'un problème génétique. Mais ils se sont développés selon une certaine histoire somatique, psychologique, familiale, scolaire et sociale, voire religieuse, donc dans un certain environnement, et ils en ont acquis un certain faisceau de compétences et d'incompétences, de possessions et de manques, de désirs et de peurs, de manières d'entrer dans la réalité et de manières de repousser la réalité. Ce corps et ce cerveau sont insérés dans une société donnée. Cette société peut être hautement pathogène (qu'est-ce que je vous sers jeune homme, chômage et dépression, ou racisme et paranoïa ?). Elle peut rejeter telle ou telle attitude ailleurs acceptée : les psychiatres soviétiques schizophrénisant la dissidence, les psychiatres américains stigmatisant l'homosexualité. Elle peut être marquée au coin de la plus nette folie, à l'instar de la théocratie chiite iranienne, de la dictature nord-coréenne, du narcissisme facebookien, etc. Enfin, ce corps et ce cerveau, avec leur hérédité, leur histoire somatique, psychologique, familiale, scolaire et sociale, avec leurs compétences, leurs possessions, leurs désirs, leur image de soi, avec leur appartenance à telle ou telle culture, société, nation, civilisation vivent au sein de tel ou tel processus présent et personnel : licenciement plus divorce ? Harcèlement moral plus décès d'un fils ? Troisième accident de voiture en deux ans ? Endométriose opiniâtre et mari violent ? Stage dans une banque d'investissement ?

### Recette du repos

On aperçoit mieux le modèle bentallien.

1. Le processus thérapeutique, au lieu de descendre de l'empyrée théorique de la définition diagnostique décrétée par le psychiatre, remonte de l'étude globale, tous azimuts, de la réalité présente (professionnelle, relationnelle, cognitive, familiale, etc.) et de l'histoire (somatique, psychologique, etc.) de la personne souffrante. Il tente d'agir sur l'ensemble des facteurs pathogènes. Il implique donc le patient, la thérapeute, la famille, l'environnement professionnel, la prise de médicaments psychiatriques si besoin est, la prise d'autres médicaments si besoin est, l'apprentissage de compétences cognitives, etc.

2. On ne considère plus la maladie mentale comme une chute dans un puits de marbre muni d'une étiquette dorée à la feuille, mais comme une incursion dans les zones extrêmes de phénomènes mentaux par ailleurs banals. Qui n'a jamais connu d'angoisse ? Quel NIVEAU d'angoisse est donc pathologique ? Ce niveau est-il permanent ? Et ce dans quel contexte ?

Qui n'a jamais perdu ses moyens au point de ne plus pouvoir parler de manière cohérente ? Quel NIVEAU d'incohérence est donc pathologique ? Des déportés dans les trains de la mort, des poilus dans les tranchées, des femmes violées à répétition à Nankin ont sombré dans l'incohérence : mais le facteur pathogène n'était-il pas entièrement extérieur ? En d'autres termes, Bentall propose, à raison il me semble, de comprendre la maladie mentale comme une série de curseurs poussés à l'extrémité de glissières, de glissières que nous possédons tous. La maladie mentale est une forme extrême de souffrance ; quel être humain n'a jamais subi de souffrance ?

Les conséquences d'une acceptation générale de l'ébauche bentallienne d'un nouveau modèle psychiatrique seraient, on le devine aisément, immenses : d'abord pour les personnes souffrantes qui verraient leurs souffrances combattues sur bien plus de fronts, avec bien plus de méthodes différentes que ce n'est le cas aujourd'hui, et, espérons-le, avec moins d'insuccès et de stigmatisation qu'à présent. Ensuite pour les thérapeutes, qui devront apprendre à jeter des ponts vers d'autres disciplines, d'autres institutions, d'autres modes d'action. Enfin, pour la société, qui devra regarder en face les conséquences de son inhumanité.

**N. P.**

# Douce France, tes emblèmes foutent le camp !



## Maurice Rajsfus

**LIBERTÉ-ÉGALITÉ-SÉCURITÉ !** C'est le triptyque qui servait de base à la République drivée par le grand républicain connu sous le patronyme de Nicolas Sarkozy. À sa suite, des traîne-lattes comme Brice Hortefeux, puis Claude Guéant, ne manquaient jamais de rappeler qu'avec l'aide de leur police ils étaient les garants d'une démocratie bien tempérée.

### **La sécurité, valeur de gauche ?**

Sans trop de surprise, il n'y a pas vraiment de changement langagier lorsqu'on aborde le domaine de la sécurité. De même, les hommes à la nuque raide et à la mâchoire carrée chargés de défendre nos libertés fondamentales menacées par les hordes étrangères sont toujours disponibles dans les rangs du PS. Ainsi, le bon socialiste François Hollande protège son flanc droit par un Manuel Valls qui tient à faire savoir à tous les échos qu'il sera impitoyable avec les déviants de l'ordre public. Ce citoyen, Français à l'excès, comme peut l'être Nicolas Sarkozy, a repris le refrain de Lionel Jospin et de Jean-

Pierre Chevènement : « La sécurité est une valeur de gauche ! » Sans doute pour nous faire croire que la droite, de retour au pouvoir, pourrait être la porte ouverte à une certaine forme d'anarchie.

Droit dans ses bottes, Manuel Valls n'a pas tardé à réparer les dégâts causés par la RGPP (Révision générale des politiques publiques), qui avait pour objet de ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux partant à la retraite – mesure sarkozyenne frappant également les forces de l'ordre. Impossible de continuer à faire des économies budgétaires dans ce domaine, estimait immédiatement le nouveau premier flic de France. C'est pourquoi, depuis dix-huit mois, on recrute à nouveau, et les écoles de police commencent à refuser du monde. Socialiste ou pas, l'État se doit d'être respecté et il faut des uniformes bleus dans les rues de nos villes, dans les banlieues « sensibles » particulièrement.

Il n'en reste pas moins que, comme son prédécesseur, Manuel Valls ne néglige aucune possibilité pour maintenir l'ordre. Y compris en s'appuyant, si nécessaire, sur le secteur

des sociétés privées de sécurité, qui comptent quelque 200 000 salariés. Peu importe que nombre de ceux-là soient recrutés dans les bas-fonds de la société : ils sont là pour faire peur. *Le Monde*, daté du 1<sup>er</sup> octobre 2013, nous rappelle ce constat du ministre de l'Intérieur socialiste, grand admirateur de Georges Clemenceau : « Il s'agit d'un levier considérable d'action sur lequel on peut jouer, sans verser dans la confusion des genres, ni la dilution du service public. »

De la même façon, le petit Bonaparte de la place Beauvau tient les polices municipales en très haute estime puisque, par un décret du 18 septembre 2013, il autorisait les « municipaux » à utiliser les gaz lacrymogènes, leur permettant, comme les grands de la police nationale, d'arroser leurs contemporains des excellents cocktails ayant pour finalité de faire pleurer les contestataires et les réfractaires à l'ordre public.

### **Le meilleur héritier de Nicolas Sarkozy**

Partant de cette volonté de faire interagir police nationale, police municipale et polices privées, comment ne pas suggérer à Manuel

Valls de faire bénéficier les polices municipales de ces indispensables flash-balls qui ont pour capacité de rendre borgnes ceux qui sont touchés à la face, et à bout portant, par des projectiles dont on nous assure qu'ils ne portent pas atteinte à l'intégrité physique de ceux qui servent de cibles. Dans cet ordre d'idée, le numéro du 15 octobre du bulletin *Que fait la police ?* conseillait au ministre de l'Intérieur d'autoriser la dotation aux vaillantes polices municipales de cette arme à impulsion électrique connue sous l'appellation Taser. En effet, pourquoi ne pas faire bénéficier les héritiers des gardes champêtres de jadis des dernières innovations en matière de progrès répressif ? Pourquoi pas, en effet, puisque l'on nous assure également que cette arme de dissuasion serait « non létale » ?

Une certitude. Bien qu'il s'en défende avec force, Manuel Valls est certainement le meilleur héritier moral qu'aurait pu souhaiter Nicolas Sarkozy en cas de défaite. Le constat ne fait pas de doute : qui mieux que notre actuel ministre de l'Intérieur aurait pu s'attacher à faire appliquer à la lettre les consignes de l'innommable discours xénophobe de Grenoble, du 30 juillet 2010, lorsque le président des riches exhalait sa haine des étrangers non choisis par ses soins. Ayant pris le relais, Manuel Valls, s'appuyant sur un pseudo-discours républicain, fait en sorte qu'il ne se passe pas de semaine, sinon de jour, sans qu'un campement de Roms soit démantelé et les occupants priés d'aller voir ailleurs si notre ministre de l'Intérieur s'y trouve.

Si l'on a le mauvais goût de s'indigner contre cette volonté de faire place nette dans nos terrains vagues privés de prises d'eau et sans accès à l'électricité, voire le long des voies ferrées, le ministre des non-droits de l'homme monte sur ses grands chevaux et claironne, comme il le faisait le 26 septembre 2013, sur BFM-TV : « *Les évacuations de campements illicites de Roms se poursuivront. Les démantèlements sont un impératif, notamment pour lutter contre les phénomènes délinquants et mafieux, les trafics, l'exploitation de la misère qui s'y greffent...* » Comme il faut être moderne, le ministre n'évoque pas les traditionnels voleurs de poules.

### La « vocation » à rester au pays de la liberté

Tout comme Lionel Jospin qui, en 2002, tentait d'expliquer, très « pédagogiquement », aux sans-papiers qu'ils n'avaient pas vocation à rester en France, Manuel Valls, en 2013, utilise les mêmes mots. C'est pourtant un peu plus brutalement qu'il s'adresse aux Roms à qui il indique la porte de sortie du territoire national, en s'excusant auprès de ses collègues ministres d'avoir emprunté un vocabulaire peut-être un peu moins arrogant que l'ancien vibrion de la place Beauvau, mais il est tout aussi répressif dans sa finalité et tout autant sinistrement efficace. Pourtant, malgré ses gesticulations médiatiques, il n'en reste pas moins que ses victimes roms partent un



peu plus loin, après avoir été expulsées, et tentent de reconstruire à nouveau un pauvre habitat constitué de tôles ondulées rouillées et de vieux cartons. Dans le même temps, les enfants de ces familles, qui ont été scolarisés, ne le sont plus alors que les lois de la République obligent les parents à les envoyer à l'école. C'est encore *Le Monde* qui rappelait récemment que, le 2 octobre 2013, le tribunal de Bobigny avait été saisi par une demande d'expulsion visant 600 Roms installés à Saint-Ouen (93), tous venant de campements démantelés par la police, à Bobigny, à Saint-Denis ou dans le département voisin du Val-d'Oise.

Question posée à Manuel Valls : combien faudra-t-il de CRS et de gendarmes mobiles pour « évacuer » et peut-être expulser les 11700 Roms en survie dans les 153 bidonvilles installés en Île-de-France. Sans négliger que ces parias, venus de Roumanie et de

Bulgarie, sont quelque 20 000 à errer à travers le pays de la liberté.

Notre ministre de l'Intérieur, tellement épris des grands principes d'un pays qu'il a choisi pour le servir, permettra à un fils d'immigré, livré aux nazis par les policiers de ce pays, de lui rappeler que, même s'il ne peut être question de comparer la répression raciale des années noires avec l'actuelle volonté d'éloigner des parias mal venus, il n'en reste pas moins cette haine de l'étranger que l'on définit par un simple mot : xénophobie ! Le plus triste, c'est encore cette incompréhension stupide de Manuel Valls et de ses amis, ne faisant que renforcer, tout à la fois, la droite et l'extrême-droite qui ne cesseront de lui rappeler : peut mieux faire...

M.H.

# Sans limites ?

**PENDANT LA GUERRE D'ALGÉRIE** (1954-1962), dans une cellule de la salle de police d'une caserne française quelconque, un garçon, plutôt costaud – il aurait fait un beau soldat –, partisan de la non-violence et réfractaire à cette guerre coloniale, fut confronté à un groupe de militaires qui voulait de toute force lui faire enfiler un uniforme. Il se cala le dos au mur de son étroit cachot, face à ses assaillants, les poings en avant, prêt à les recevoir, et leur dit : « Venez donc, mais je vous préviens, je ne sais pas jusqu'à quel point je suis non-violent. » L'affaire en resta là car les militaires se retirèrent plutôt décontenancés.

Il y aurait donc des limites à la non-violence.

D'ailleurs, parmi les partisans de la non-violence, il semble que certains s'appuient sur une citation de Gandhi pour justifier à un moment ou à un autre l'usage de la violence.

C'est le cas de Jean-Pierre Barou dans son *Courage de la non-violence*, qui cite Gandhi : « Je crois en vérité que, s'il fallait absolument faire un choix entre la lâcheté et la violence, je conseillerais la violence. » Remarquons que Gandhi posait seulement comme alternative : « lâcheté ou violence » ; et pas du tout « violence ou non-violence ».

On connaît plus ou moins les différents épisodes de l'action des Gari (Groupes d'action révolutionnaire internationalistes) qui enlevèrent le banquier Suarez pour réclamer en échange la libération de militants emprisonnés en Espagne. Quand on a demandé à l'un des participants, Octavio Alberola Surinach (voir à ce sujet le site des giménologues) : « Est-ce que l'exécution de Baltasar Suarez avait été envisagée si aucune revendication n'avait abouti ? », il a répondu : « Non, à aucun moment n'avait été envisagée une décision de cet ordre-là. Nous ne l'aurions jamais fait, car notre objectif et notre éthique étaient contre ce type de comportements propre aux autoritaires. Comportements qui, en plus d'être inefficaces, desservent la cause. Tuer un homme froidement, ce sera toujours un crime ! Une autre chose est de tuer pour défendre sa vie, dans la lutte contre les forces de la répression. » Donc, s'il y a des limites à la non-violence, de même il y en a quand il s'agit de violence anarchiste.

Violence ou non-violence, pouvons-nous dire que, sur cette question, les anarchistes sont guidés par des principes, par une éthique, par des considérations stratégiques ou par quelque chose qui reste à déterminer ?

Les anarchistes ne sont pas violents par principe ? Des fascistes le seront sans doute ; des islamistes radicaux également si l'on s'appuie sur les événements récents ; et quelques autres encore...

Par ailleurs, est-ce que des anarchistes peuvent être non-violents par principe ? On aurait envie de répondre « oui, mais », sans



Magritte, *Le Baiser*, huile sur toile, 1951.

réfléchir, mais nous pourrions dire tout aussi bien que c'est quelque part la résultante d'une analyse des expériences historiques du passé ou le résultat d'une éducation ou, tout simplement, que c'est un fait culturel.

Hommes, nous ne frappons pas nos compagnes.

Parents, nous ne battons pas nos enfants.

Enseignants, nous ne brutalisons pas nos élèves.

Manifestants, nous ne cassons pas les vitrines ni ne vandalisons spontanément les biens publics. Sauf, et là nous le revendiquons à visage découvert, quand il s'agit du fauchage de plantes OGM ou, par exemple, du démontage d'édifices à restauration rapide d'origine américaine ou, comme le fit Louise Michel, quand elle pilla une boulangerie, etc.

Syndicalistes, nous avons la grève, le boycott et le sabotage comme armes, avec le scrupule de ne produire que des dommages matériels. Bien que nous sachions que Durruti a dit : « Nous n'avons pas peur des ruines. Nous sommes capables de bâtir aussi. [...] Nous allons recevoir le monde en héritage. [...] Nous portons un monde nouveau dans nos cœurs. »

Antifascistes, nous nous efforcerons de lutter avec d'autres armes que nos adversaires et, surtout, avec l'appui de la population en son entier. On nous dit qu'il faut se préparer à combattre une extrême droite montante, par exemple en Grèce avec Aube dorée. Dans ce pays, selon *Le Monde* du 4 octobre 2013, la démocratie a fait son travail. Le journal publie la photo du « Petit Führer » fasciste

lors de son arrestation, en attente de son procès pour avoir dirigé une « organisation criminelle ». Démocrates ? Eh ! Nous ne le sommes pas particulièrement, mais nous admettons vivre mieux en démocratie que partout ailleurs car un certain nombre de libertés sont respectées et que nous ne voyons pas l'utilité de dormir un fusil à notre côté.

Internationalistes, nous refusons de participer aux guerres entre nations.

Révolutionnaires, on nous dit qu'il fallait bien s'armer, en Espagne, en 1936, pour lutter contre le fascisme. Réflexe programmé : était-il possible de penser autrement ? Dès 1934, et déjà bien avant, les anarchistes de ce pays prenaient régulièrement les armes : il s'agissait de se préparer par la « gymnastique révolutionnaire » à faire... la révolution. On notera, pour en revenir à la modeste résistance anticolonialiste de notre réfractaire du début que, sauf erreur, la CNT (anarcho-syndicaliste) a attendu 1936 pour lancer une proclamation quant à l'indépendance des colonies espagnoles. C'était trop tard, Franco prit le pouvoir aidé en grande partie par des Maures à qui, sans doute, il avait fait des promesses.

En bref, tenus dans des limites ou fidèles à des principes, peut-être ne s'agit-il après tout que de rechercher une cohérence entre nos moyens de lutte et le but final.

**André Bernard**

*Cercle libertaire Jean-Barrué  
de la Fédération anarchiste*



# Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. » **Inconnu**

## La mise à mort de l'autorité

Sylvain Maréchal  
et la légion des tyrannicides

### Erwan

Groupe Louise-Michel  
de la Fédération anarchiste

**SYLVAIN MARÉCHAL (1750-1803)** pourrait bien être le seul véritable anarchiste de la Révolution française. Connu pour sa participation en 1796 à la Conjuración des égaux de Babeuf, dont il rédige le manifeste, il est l'un des rares penseurs de l'époque dont l'œuvre pose les bases – de façon parfois tâtonnante – des théories libertaires. Ce n'est donc pas un hasard s'il fut adoubé en ce sens par plusieurs figures de notre mouvement. Kropotkine discerne chez lui « une vague aspiration vers ce que nous appelons aujourd'hui le communisme anarchiste »<sup>1</sup>, tandis que Nettlau considère qu'il « formula un anarchisme très clairement raisonné, bien que sous la fiction de la vie heureuse d'un état pastoral archaïque »<sup>2</sup>. De plus, sur un plan politique, son influence se fait ainsi sentir dès l'été 1841 : il inspire le groupe communiste libertaire organisé autour de l'éphémère journal *L'Humanitaire*. Pour l'historien marxiste Maurice Dommanget, les idées de Maréchal servent alors de modèle sous la monarchie de Juillet pour diffuser la pensée anarchiste dans les milieux d'extrême gauche<sup>3</sup>.

Ses idées, justement, quelles sont-elles ? Son athéisme intransigeant a retenu l'attention de Guérin. Celui-ci voit en Maréchal l'un des meneurs, avec son ami Chaumette – chef de file des ultra-révolutionnaires surnommés les « Exagérés » –, de la campagne

de déchristianisation qui culmine en 1793 et symbolise la dynamique révolutionnaire. Contestant l'existence de Dieu, qu'il considère comme une création humaine, Maréchal est du côté des penseurs matérialistes les plus radicaux. Alors même que Robespierre et les déistes affirment avec cynisme que la religion est essentielle au maintien de l'ordre social – puisque sans elle, selon eux, le peuple n'a plus de raison de se soumettre au pouvoir –, il est le partisan acharné d'une morale laïque qui échappe à la superstition. C'est d'ailleurs précisément l'échec de cette poussée athéiste, violemment combattue par les jacobins au plus fort de la Terreur, qui marque, selon Guérin, le vrai coup d'arrêt de la Révolution<sup>4</sup>.

Mais si Maréchal peut être déclaré anarchiste, c'est surtout pour deux autres thèmes centraux de son œuvre qui sont le rejet de l'État, exprimé au nom de l'égalité entre les hommes, et la volonté de lutter sans concession contre l'autoritarisme. Parmi les révolutionnaires de son temps, il se démarque en systématisant le rejet des gouvernants tel qu'on le trouve de façon sporadique chez Marat. Un peu à la manière de Rousseau, il évoque avec nostalgie un âge d'or égalitaire perdu, antérieur à la société, sous lequel les rapports de domination et la propriété



n'existaient pas. Selon une formule récurrente dans ses textes, il rêve, en 1788, dans ses *Apologues modernes à l'usage du Dauphin*, d'un temps « où il n'y avait sur la terre ni maîtres, ni valets, ni souverains, ni sujets »<sup>5</sup>. La naissance de l'État, l'apparition des lois et le monde politique en général sont autant d'étapes du processus de décadence qui mène aux distinctions sociales, à l'inégalité et à la confiscation du pouvoir par une minorité.

Cette utopie, perçue à la fois comme un passé lointain et un idéal à rebâtir, permet à Maréchal de faire la critique virulente des gouvernements. Il réclame la disparition de l'État et en appelle à son autodissolution : dans les *Apologues modernes*, il imagine un roi qui, constatant avec lucidité le caractère néfaste et superflu de sa fonction, décide de rassembler ses sujets pour leur annoncer son départ et la restitution du pouvoir entre leurs mains. C'est la même logique qui le pousse, en 1791, dans *Dame Nature*, à la barre de l'Assemblée nationale, à exhorter avec aplomb les députés à ne pas simplement proclamer la liberté, mais à œuvrer pour l'égalité réelle, absolue, donc à ne pas se relâcher tant que l'État n'aura pas été aboli. Il sent alors que la révolution s'essouffle et que ses chefs oublient trop vite que la fin de l'aristocratie ne signifie en aucun cas la disparition des injustices sociales.

Deux ans plus tard, en 1793, sa déception englobe cette fois la République. Il s'aperçoit que le changement de gouvernants n'a produit que des réformes superficielles. Dans *Correctifs à la révolution*, il compare dès lors la succession des régimes à des attaques incessantes de brigands qu'il faut repousser une à une : quelle que soit la forme de l'État, elle est toujours source de domination et génère les mêmes inégalités<sup>6</sup>. Face à cette impasse, puisque la révolution se contente de substituer un despotisme à un autre, les individus doivent résister au sentiment patriotique – qui est une chimère – et quitter la société : tout homme devrait avoir le droit de se séparer de celle-ci pour vivre selon ses goûts et ses propres lois. Anticipant le rejet anarchiste de tous les types de gouvernement (peu importe qu'ils soient républicains plutôt que monarchiques), Maréchal défend donc aussi le droit de sécession, la liberté de se détacher de ceux dont on réprouve les valeurs ou le mode d'organisation.

Reste que le modèle idéal qu'il échafauda en guise d'utopie peut laisser perplexe. Maréchal, en effet, prône la disparition du corps social au profit d'un communisme agraire (les terres sont collectives) fondé sur la famille et placé sous égide patriarcale. En soi, l'aspect pastoral du projet

se comprend. Il s'agit du même élan idéaliste de retour à la nature et à l'authenticité rurale que celui des Narodniki russes du siècle suivant. Et la volonté de dissoudre la société – dont l'ampleur démographique rend inévitable l'apparition d'un gouvernement – préfigure l'idée anarchiste d'une organisation dont l'unité de base (la commune) est la plus restreinte possible. Plus douteuse cependant est la place centrale donnée au père de famille, dont la tutelle supposée « bienveillante » s'étend sur une communauté d'individus liés par le sang<sup>7</sup>. Sans oublier le côté terriblement misogyne de ce système : pour que les femmes se cantonnent au rôle de gardienne du foyer familial, Maréchal leur refuse toute activité politique et va jusqu'à demander qu'on leur interdise d'apprendre à lire. L'intérêt de son œuvre, par ailleurs indéniable, connaît ici une sérieuse limite<sup>8</sup>.

Mais un second thème clé mérite chez lui une attention particulière : le rejet de l'État l'incite à développer un anti-autoritarisme intraitable qui, malgré sa violence, ne peut qu'interpeller les anarchistes. Fin 1790, il écrit dans *Révolutions de Paris* – journal à la pointe des exigences révolutionnaires – deux articles retentissants consacrés à la pratique antique du tyrannicide<sup>9</sup>. Fasciné (comme Robespierre et Saint-Just) par la sacralisation gréco-romaine du meurtre politique et par des figures telles que Scevola ou Brutus, il défend la légitimité de l'assassinat des despotes. Il en appelle alors à créer une « légion de tyrannicides » lancée contre les rois. Formée d'une centaine de volontaires armés de pistolets et de poignards, elle serait envoyée dans toute l'Europe pour terroriser les monarques, mettre fin brutalement à leur règne et abattre les généraux ennemis. Maréchal, à la manière d'un Marat, estime que la mort d'une poignée d'individus permettrait d'en sauver des milliers.

Est-ce là le délire d'un rêveur égaré en politique et prompt au fanatisme ? Dans le climat de la Révolution française, nombreux sont ceux qui se voient en héritiers des citoyens athéniens ou romains pour qui tuer un tyran était un acte glorieux. Mieux, dans la fièvre républicaine et antimonarchique qui s'empare de Paris après l'insurrection populaire du 10 août 1792, l'idée est très sérieusement reprise par le député Jean Debry : il demande à l'Assemblée législative la formation d'un corps de 1 200 tyrannicides voués à affronter au corps à corps les souverains en guerre contre la France. Suscitant l'exaltation d'une partie de l'auditoire, puis soutenue par une pétition issue de sections révolutionnaires parisiennes, la proposition est d'abord votée avant d'être enterrée sous la pression hostile des Girondins.

Malgré son aspect irréaliste, le projet de Maréchal a bel et bien trouvé un écho favorable dans une frange de l'opinion. Mais le





Gérôme, *La Mort de César*, huile sur toile;

plus intéressant est la réponse qu'il donne dès 1790 à ceux qui lui rétorquent que rien n'empêcherait les rois européens d'envoyer en retour leurs propres tueurs pour éliminer les chefs révolutionnaires. Selon lui, «de cet inconvénient grave, il résulterait du moins cet avantage [...] que les grandes places, les hauts rangs, deviendraient des postes moins courus»<sup>10</sup>. Le résultat ne serait donc pas si néfaste s'il s'agit de faire peser une menace constante sur ceux qui, en France comme ailleurs, briguent les fonctions d'État et cèdent au «penchant pour la domination» que Maréchal déplore chez les hommes. En filigrane se dessine un monde où l'autorité est continuellement inquiétée; où fourmillent des assassins voués à traquer sans relâche les apprentis despotes pour les éliminer; où accaparer le pouvoir est un risque mortel. Et dans ce monde-là, les poignards des tyrannicides seraient «promenés dans tous les carrefours des principales villes de France»<sup>11</sup> pour rappeler à tous le prix à payer lorsqu'on rompt l'égalité pour asservir les autres hommes.

Bien entendu, l'intérêt ne réside pas, ici, dans la généralisation des assassinats, mais dans ce qu'elle symbolise: la recherche d'une méthode pour immuniser enfin la société contre le désir de supériorité sociale. Cette idée prend plusieurs formes chez Maréchal. En 1799, dans ses *Voyages de Pythagore*, il raconte l'histoire du peuple des Ausones, vivant près du Vésuve et si soucieux de préserver l'égalité qu'il décide de jeter dans le volcan tous les ambitieux, tous les «mortels assez audacieux pour se dire des géants parmi les égaux»<sup>12</sup>. La méfiance envers le pou-

voir et les inégalités aboutit à l'instauration d'un rite destiné à purger régulièrement la société de ses chefs. Comme dans le cas des tyrannicides, la violence du procédé peut sans doute choquer. Elle appartient certainement à une autre époque. Mais malgré ce côté excessif, Maréchal délivre un message clair aux anarchistes: l'homme ne perdra jamais son goût de la domination; dès lors, une société égalitaire, sans maîtres, sans hiérarchie, ne survivra qu'en inventant ses propres modes de dissuasion des dérives autoritaires. Jour après jour, à sa façon, pour continuer à exister, elle devra être tyrannicide.

**E.**

1. Pierre Kropotkine, *La Grande Révolution*, Paris, P.-V. Stock, 1909, p. 629.
2. Max Nettlau, *Histoire de l'anarchie*, Éditions du Cercle, 1971, p. 28.
3. Maurice Dommanget, *Sylvain Maréchal, l'égalitaire*, Paris, Spartacus, 1950, p. 423. *L'Humanitaire* était publié par Gabriel Charavay, un communiste anti-autoritaire. Ce journal ne dura que deux numéros avant d'être interdit.
4. Daniel Guérin, *La Lutte de classes sous la première république*, t. 1, Paris, Gallimard, 1946, p. 410-421.
5. *Apoloques modernes à l'usage du Dauphin*, Bruxelles, 1788, Leçon XLIII, p. 47-48. Le *Manifeste des Égaux* qu'il écrit huit ans plus tard comporte cette formule: «Disparaissez enfin, révoltantes distinctions de riches et de pauvres, de grands et de petits, de maîtres et de valets, de gouvernants et de gouvernés.»
6. *Correctifs à la révolution*, Paris, Cercle social, 1793, p. 96.
7. Loin d'être farfelu, Maréchal s'inspire en fait de modèles existant à l'époque (notamment celui de la «famille communautaire» des Quittard-Pinon) et considérés comme un proto-socialisme du XVIII<sup>e</sup> siècle. Voir Maurice Dommanget, *op. cit.*, p. 243-245.
8. Cela ne l'empêche pas d'être favorable au divorce, refusant que la femme soit en position d'infériorité au sein du couple. Voir Françoise Aubert, *Sylvain Maréchal: passion et faillite d'un égalitaire*, Pisa, Goliardica, 1975, p. 70-71.
9. *Révolutions de Paris*, n° 74, 1790, p. 445-455 et n° 77, 1790-91, p. 615-627.
10. *Ibid.*, p. 622.
11. *Ibid.*, p. 619.
12. *Voyages de Pythagore*, t. 5, Paris, Deterville, 1799, p. 38-39.

# Médecin de famille

**1960 EN ARGENTINE :** à l'entrée du désert, un étranger demande à une famille d'autochtones s'il peut les suivre en voiture car il redoute de s'aventurer seul dans ces contrées inconnues. Bien lui en prend car un terrible orage contraint la petite caravane à faire halte dans une ferme isolée pour y passer la nuit et, sans la médiation des locaux, il n'est pas sûr que l'étranger eut été bien accueilli. Au matin, la route à nouveau praticable leur permet d'atteindre une région magnifique : ils ont traversé le désert pour atteindre l'Eden ? Si le schéma narratif peut sembler bien connu, son traitement réserve bien des surprises et ouvre un questionnement salutaire.

Ces lieux idylliques se trouvent à plus de 1 500 km au sud-ouest de Buenos Aires dans la région de Bariloche aux pieds des Andes. Avec ses sommets enneigés et son lac qui rappelle de Königssee, Bariloche mérite bien son surnom de Suisse Argentine. Comme son modèle helvétique, derrière la façade propre et séduisante se cache une bien immonde réalité : en raison de l'ancienne implantation d'une communauté allemande, Bariloche a servi de refuge à de nombreux anciens criminels de guerre. Les chasseurs de nazis y ont débusqué Reinhard Kopps, mort en 2001 à Bariloche et Erich Priebke qui a été extradé en 1995 en Italie pour répondre de sa participation au massacre des Fosses ardéatines en 44. Et comme on ne prête qu'aux riches, Aribert Heim, le médecin nazi des camps de Buchenwald et de Mauthausen y aurait également été caché... Pour échapper aux alliés, tous ces nazis ont bénéficié d'un réseau mis en place par le gouvernement argentin en collaboration avec le Vatican (notamment le cardinal argentin Antonio Caggiano et le cardinal français Eugène Tisserant) : selon le vieux principe de la Realpolitik qui veut que l'ennemi de mon ennemi soit mon ami, il convenait de sauver de conséquents anticommunistes et de mettre leurs compétences au service du régime de Perón. Lucía Puenzo a écrit un roman dont l'action se déroule dans ces lieux et ces temps terriblement ambivalents puis elle en a réalisé l'adaptation pour le cinéma : une jeune femme vraiment douée !

L'étranger du début du film se présente comme étant Helmut Gregor (Álex Brendemühl à la séduction parfaitement inquiétante), un médecin généticien allemand appelé à travailler pour une clinique vétérinaire afin d'améliorer les races bovines de la région. La mère de famille, Eva (Natalia Oreiro) qui est enceinte, peut converser avec lui dans sa langue car elle a été scolarisée en allemand à Bariloche. La famille est de retour pour rouvrir le magnifique hôtel qui appartenait aux parents d'Eva sur les bords du lac Nahuel Huapi à trente kilomètres de Bariloche



dans un cadre splendide. Eva et Lilith, sa fille, sont sous le charme d'Helmut ; Enzo (Diego Peretti), le mari qui fabrique artisanalement des poupées, et Tomás, leur fils aîné, beaucoup moins... Comme Eva tient à ce que ses enfants suivent une formation identique à la sienne, elle les inscrit dans la même école qu'elle pour y apprendre langue et culture allemandes. Dans cet établissement scolaire, l'heure est venue d'enterrer (au sens propre) les secrets compromettants (comme cette photo montrant la fête donnée pour l'anniversaire du Führer dans les années cinquante) car, en 1960, Peron n'est plus au pouvoir et les nazis ne bénéficient plus de sa protection.

Malgré les préventions des hommes, Helmut s'immisce de plus en plus dans leur vie et parvient à devenir le médecin de famille. C'est qu'il est attiré par deux sujets d'étude : prématurée, Lilith a douze ans mais en paraît huit et Helmut pense qu'il est temps de tester les hormones de croissance mises au point pour les bovins sur les humains, quant à Eva, elle attend des jumeaux qui constituent toujours un objet d'études pertinent pour un généticien. Toute la subtilité de l'écriture réside dans le fait que les spectateurs découvrent en même temps que les protagonistes du récit et au fil de son déroulement les réelles motivations du médecin. Au début, on pourrait le croire simplement attiré et séduit par l'innocente beauté de Lilith (c'est la narratrice du roman !), de sa mère enceinte et de toute cette famille unie comme pourrait l'être un homme normal isolé en terre étrangère. Mais avec le temps, les indices s'accumulent et le spectateur comprend que sous l'identité d'Helmut Gregor se cache le docteur Josef Mengele, l'un des plus atroces criminels de guerre.

Pour réduire l'hostilité d'Enzo, Helmut lui propose de financer la production industrielle de ses poupées. Lorsque la caméra cadre un four, des images terribles sont convoquées avant que les têtes de poupées ne sortent de la cuisson. Ces poupées parfaitement usinées et toutes aux cheveux blonds constituent une métaphore de l'aboutissement de l'eugénisme,

une préfiguration du meilleur des mondes. Lorsqu'ils reviennent à l'hôtel, les jumeaux sont nés et leur pronostic vital est engagé. Le docteur intervient secondé par une infirmière de la clinique voisine qui soigne et cache d'autres criminels de guerre. Les chasseurs de nazis qui viennent d'enlever Eichmann se font plus menaçants mais le médecin retarde son départ pour le Paraguay. On peut continuer à croire à son dévouement. C'est simplement qu'il tient à achever son expérience sur les deux jumeaux, par conscience professionnelle en quelque sorte ; une des dernières images du film est terriblement explicite : dans le berceau, un jumeau dort paisiblement pendant que son frère qui fait fonction de témoin test se tord de douleur, et, à leur chevet, Eva pleure. Encore une fois, Josef Mengele a réalisé une de ses terribles expérimentations.

Probable, la présence de Mengele à Bariloche n'est pas absolument avérée mais le choix narratif se révèle d'une grande pertinence. Le cadre somptueux de la nature – Mengele se sent chez lui comme au Berghof dans les Alpes bavaroises – renvoie à la pureté et à l'innocence de la wilderness, les grands espaces de la liberté des Amériques : le titre original, *Wakolda*, est le nom légendaire d'un des premiers habitants de Patagonie. Malheureusement, les indigènes (la famille unie et heureuse) y font pénétrer la quintessence de la monstruosité humaine, le véritable barbare. Or Mengele, ce sauvage absolu, a été élevé dans une famille de riches industriels bavarois, a reçu une bonne éducation catholique, puis a fait ses humanités dans une grande université allemande qu'il a achevées par la soutenance d'une thèse brillante de médecine. Cela ne l'a en rien empêché d'adhérer très tôt au national-socialisme et de devenir le médecin SS d'Auschwitz où il a conduit ses immondes expériences notamment sur les jumeaux. De quoi revenir à nouveau – et c'est une impérieuse nécessité – sur la naissance de la barbarie au cœur de l'Europe au xx<sup>e</sup> siècle !

Mato-Topé

# Une trajectoire familiale dans la tourmente

**L'ANNÉE DERNIÈRE**, les Éditions libertaires publiaient *Horacio Pietro, mon père*, le parcours d'une figure, comme on dit en Espagne, un personnage essentiel de la guerre civile et de ses prolongements.

Chemin d'espoir et d'exil en est le pendant contraire. Récit mémoriel de gens modestes qui habitèrent Monroyo, un village rural de la province de Teruel, avant de prendre, comme tant d'autres, le chemin de l'exil.

Livre dense de presque 500 pages, œuvre exemplaire dans le sens où Joaquim Serrat depuis longtemps est en quête de sa propre histoire à travers celle de son père, cet éternel inconnu. D'abord peintre, il traduit dans des œuvres aux teintes sépia les minuscules photographies à bords dentelés de sa famille et du village dominé par son rocher. Ce n'est que tardivement, quand ils ont atteint le grand âge, que Joaquim interroge précisément ses parents sur leur vie, et c'est le difficile surgissement de la mémoire. Ici, comme ailleurs en Espagne, les bourreaux et les victimes se côtoyaient, et l'on préfère souvent laisser les morts en paix et régner le silence.

Monroyo, proche de la ligne de front, découvrit la collectivisation, ou du moins les coopératives, à l'été 1936, et ce fut d'abord sans larmes ni morts. Alors que des « justiciers » de part et d'autre tentaient de rallier le village à la nouvelle religion du sang, de l'inquisition et de la terreur, le village résista. Les hommes et femmes d'opinions différentes tentèrent d'éviter le bain de sang qui inondait l'Espagne. Le mobilier de l'église fut l'unique victime expiatoire de ce bel été de l'anarchie.

Mais, dès octobre, la réalité de la guerre fait irruption à Monroyo. Ximo, le père de Joaquim, participe à l'exécution d'un curé après un jugement sommaire. Et le père et le fils, dans sa quête mémorielle, seront profondément atteints par cet événement.

Le père quittera le village le mois suivant pour rejoindre une partie de l'ancienne colonne Durutti à proximité de Saragosse. On s'y enlise dans une guerre de tranchées.

On y tue, mais sur le champ de bataille et non en catimini derrière les murs des cimetières.

À l'arrière, Monroyo, comme bien des villages d'Aragon, devient un véritable laboratoire social, où la révolution s'invente jour après jour. Mais à l'été 1937, le putsch stalinien, la mainmise des communistes sur la guerre vont tout bouleverser. Militants libertaires emprisonnés, révolution confisquée. Le comble de tout, c'est le retour aux affaires des conservateurs. Le nouveau pouvoir a tellement peur d'un peuple émancipé qu'il préfère pactiser avec l'ancienne bourgeoisie locale, laquelle n'aura qu'à patienter un peu pour retrouver ses amis franquistes.

C'est une tragédie, les troupes démoralisées, l'incurie des officiers et la spirale des défaites, devant Saragosse et plus tard autour de Teruel. Ximo est entraîné dans une retraite hallucinée. Miguela, sa compagne qui s'est tant investie à l'arrière pour cette nouvelle société, est contrainte à la fuite, Monroyo tombe le 1<sup>er</sup> avril 1938. La répression terrible s'abat aussitôt sur les plus malchanceux. Joaquim trouve les mots justes pour décrire cette débâcle tant morale que militaire qui va conduire jusqu'aux camps d'internement des plages françaises, ce doute qui s'installe sur l'opportunité de poursuivre une guerre qu'on sait perdue, de risquer sa peau non plus pour la révolution libertaire, mais pour un régime stalinien.

Trop d'amis sont morts, les brigadistes quittent le pays et l'offensive sur l'Ebre échoue. Le Verdun espagnol s'achève à la mi-novembre 1938 et Ximo a déjà compris ce qui l'attend. La veille de Noël débute la Retirada, fuite éperdue vers le nord, traversée d'une Barcelone déserte le 25 janvier 1939 pour Miguela à quelques heures de la prise de la ville. Certains n'en peuvent plus et décident de s'arrêter, d'autres poursuivent, les séparations vont durer des dizaines d'années, elles sont parfois définitives.

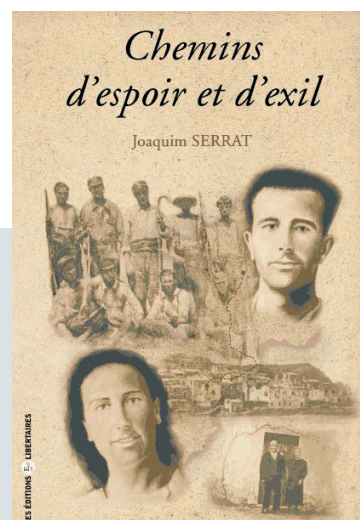
Ximo franchira à son tour la frontière le 9 février pour se retrouver dans le terrible camp de Saint-Cyprien, comme englouti par

les sables durant toute une année. Quand il retrouvera sa liberté et sa compagne en février 1940, le monde aura sombré dans un conflit encore plus meurtrier...

Ce livre est un témoignage, il est aussi une tentative du fils pour se ressaisir de sa propre histoire familiale, laquelle est prise dans la grande histoire, celle de l'Espagne entre 1933 et 1945. D'abord sceptique en tant que lecteur sur cette saga (au sens noble du terme) qui embrassait une fois encore toute la guerre civile, je me suis vite aperçu que mes craintes étaient infondées, la dimension à la fois privée et universelle du livre de Joaquim emportant toutes les réticences dans un souffle sans faiblesse. Je considère aujourd'hui *Chemins d'espoir et d'exil* comme un des témoignages à la fois les plus éclairants et les plus émouvants sur la révolution espagnole.

**Thierry Guilabert**

Groupe *Nous autres*  
 de la Fédération anarchiste



Joaquim Serrat, *Chemin d'espoir et d'exil*, Éditions libertaires, 500 pages, 15 euros. Disponible à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

# Au mur, le vieux monde



« Le poète doit laisser des traces de son passage, pas des preuves; seules les traces font rêver. »

René Char

## Cettia Cetti

Groupe libertaire  
Louise-Michel

JE VOUS ÉCRIS D'UN PAYS DU BOUT DU MONDE, la gare Saint-Lazare, la plus ancienne des gares parisiennes. Dans un quartier à l'époque déjà en pleine effervescence constructive, elle a dû jouer des coudes entre la rue de Rome à l'ouest, la rue d'Amsterdam à l'est, la rue de Londres au Nord-Est, et au sud le percement de l'axe entre Saint-Augustin et la rue Lafayette, qui, devant la gare, prend le nom de rue Saint-Lazare (une portion de l'ancienne rue Saint-Lazare se tortille encore entre la place de La Trinité et la rue de Maubeuge).

Elle est composée de plusieurs bâtiments, pas tous contemporains, plus ou moins raccord; à l'intérieur surtout. Pour qui y travaille, on apprend petit à petit les culs de sac, les passages entre tel et tel bâtiment à un étage seulement, les changements de niveau d'un bâtiment à l'autre, les raccourcis par certains escaliers donnants sur la salle des pas perdus ou sur un quai, etc. Et puis il y a la zone du trou noir. Une véritable Mer des Sargasses, un Triangle des Bermudes, un truc à vous faire devenir superstitieuse. Car là, on a beau se penser

par rapport à tout ce que l'esprit de géométrie nous a appris à maîtriser, on perd ses repères, on s'égare, et on atterrit on ne sait pas où. Or la première fois où l'on se trompe, la mémoire garde à la fois le souvenir du chemin erroné et le souvenir de s'être trompée. De sorte que les fois suivantes, on ne sait plus, à chaque instinct qui vous pousse dans une direction, s'il obéit au souvenir du chemin erroné ou au souvenir de s'être trompé à cet endroit précis; et à nouveau l'on s'égare. Ainsi, pendant les quatre années où j'y aurais travaillé, les quelques fois où j'ai eu à me rendre de l'autre côté de cette zone, me suis-je perdue à chaque fois; la dernière exceptée.

Non sans plaisir à dire vrai. Car en discutant de cet endroit singulier avec des collègues choisis, il m'était apparu que nos errements d'âme damnée nous poussaient les uns et les autres en des finistères propres. Moi, j'atterrissais toujours dans de grandes salles aux lourdes boiseries sombres, façon salle de réception ou de conseil d'administration du siècle passé, manifestement inutilisées, dont les hautes fenêtres voilées de poussière donnaient Cour de Rome. Dans le grouillement propre aux gares et à Saint-Lazare en particulier – grouillement des usagers au dehors, des salariés au-dedans – ce gros morceau de vide, hors de portée des voix du bâtiment comme de la ville, qui semblait n'être que pour moi – je n'y ai jamais croisé personne, pas même une autre âme damnée – était assez exaltant. L'affirmation bourgeoise du statut du lieu s'estompait avec l'abandon dans lequel on le laissait, et remontaient de l'enfance des envies de cabanes cachées au fond de la forêt, de Peau d'âne chantante façon Jacques Demi, de « je suis là mais tu ne me trouveras pas », de Robinsonnades (après qu'il eût pris conscience de l'existence des tribus anthropophages peuplant les îles alentour), de repaire pirate; de refuge enfin, au cœur même du système, d'où tout pourrait être repensé et reconstruit, différemment. Je me suis toujours accordée quelques minutes d'éternité dans ces lieux, avant de revenir en arrière, et, sans même savoir comment, finir par trouver le bureau que je cherchais.

Ce bureau, c'était celui qui nous établissait les billets « en service » lorsque nous avions un déplacement à faire dans le cadre de notre travail. Je ne sais pourquoi, ils l'avaient appelé Tivoli, comme la célèbre villa près de Rome aux riches jeux d'eau. C'est le seul service de la SNCF que j'ai connu qui n'ait pas eu pour nom un acronyme imprononçable, fait de lettres censées avoir un sens dans l'organisation de la Vieille Dame. Acronymes dont la valse est devenue incessante avec l'accélération des restructurations. Moi-même, sans changer fondamentalement de service ni de fonctions, j'ai dû porter les couleurs d'un JCO, puis d'un JPM qu'il est devenu urgent de rebaptiser

JMP au bénéfice d'une mini-révolution de palais, puis d'un IDS qu'à nouveau les fausses nécessités du changement ont transformé en IDP (à bien distinguer, je vous prie, du service voisin DPI). Et lorsqu'au bénéfice d'un nouveau rattachement nous avons tenté de prendre nous-même l'initiative en invitant tout le monde à nous appeler FIDJI (qui respectait pourtant le code interne des lettres dans la logique acronymique), c'était une audace trop grande, que l'on a tôt fait de nous refuser en nous imposant un DFIJ totalement abscons.

Ne serait-il pas réjouissant, pourtant, de donner aux services des noms de lieux connus, invitant à composer la SNCF selon une géographie à la fois physique et rêveuse? Et puis ça rendrait les organisations plus stables, car une fois appris cette Carte de Tendre d'un système avant tout technique, aux milliers de toponymes, plus aucun cheminot ne voudrait la voir chambouler tous les quatre matins...

Quoi qu'il ne soit, un jour où je m'y étais prise un peu tard et où je ne pouvais attendre le retour de mes billets par le courrier interne, je suis allée voir la collègue du service général qui assurait le pointage des demandes et des retours, pour la prévenir que j'allais chercher mes billets directement à Tivoli. C'était une femme grande et solide, aux appuis sûrs, la tête bien campée sur de larges épaules, enveloppées d'une extrême gentillesse comme d'un châle ample et fluide. Je me hasardai donc à lui demander, à elle qui traversait régulièrement LA zone, si elle n'avait pas quelque secret de navigatrice à me livrer pour atteindre la destination sans se perdre. Avec un sourire entendu, elle me dit alors qu'après s'être perdue elle aussi, elle y avait mis bon ordre en balisant le parcours.

Ainsi me livra-t-elle l'endroit de tel couloir à partir duquel je devais regarder sur les murs de petits bouts de post-it d'une certaine couleur avec « Tivoli » discrètement inscrit, et une flèche. Et c'était vrai! À partir du moment où l'on commençait à perdre ses repères, je vis le premier post-it, très discret, puis le second, puis le troisième. Aussi sûrement qu'un chemin de Grande Randonnée, le parcours était balisé à chaque bifurcation délicate, et j'arrivai à Tivoli sans encombre du premier coup; pour la première fois.

Au retour, fascinée par cette appropriation personnelle des lieux, faite d'une intelligence toute concrète, je regardai en détail les murs, et j'y vis de multiples traces manifestement codées, qui m'apparurent comme autant de balisages de tous ces collègues qui, par la nécessité de leurs fonctions, avaient bien dû trouver le moyen de traverser la zone en évitant les dangers – ou les tentations! — de l'errance. Car dans les sociétés hiérarchiques, si l'on peut excuser un capitaine qui perdrait un galion à peine baptisé, le simple marin à qui l'on confie la plus

petite barque pour la corvée d'eau douce, en devient comptable presque sur sa paye; et qu'il n'aille pas lambiner en route!

Cette Mer des Sargasses, ce Triangle des Bermudes, où le souvenir entretenu de mes premières erreurs me ramenait toujours vers le repaire du Flying Dutchman comme une âme damnée condamnée à ne jamais mourir, était en réalité un bras de mer, un estuaire, en delta, ou je ne sais quelle étendue lagunaire, sillonnée par des marins expérimentés, plus malins que le Malin, qui avaient su disposer le long de leurs passes et de leurs chenaux, des amers remarquables à leurs yeux mais discrets à ceux d'autrui. Formaient-ils une confrérie secrète? Ou bien se contentaient-ils de se reconnaître dans un implicite lui-même codé? Je ne sais. Car peu de temps après, mon service a déménagé le long d'une autre gare, dans un autre lieu, mais qui avait été restructuré par des gestionnaires immobiliers qui n'ont que faire de laisser dans les bâtiments des espaces improbables pour l'infini des rêves.

Aujourd'hui, la gare Saint-Lazare a été vendue aux marchands du temple. Des travaux pharaoniques l'ont éventrée au seul profit de la sacro-sainte consommation. La dernière fois que je me suis aventurée dedans, des travaux assourdissants emplissaient de bruit et de poussière les approches de ma Mer des Sargasses, de mon Triangle des Bermudes. Je n'ai pas osé partir à la recherche du repaire de mes errances, de peur de découvrir que les vaisseaux du Roi auront fini par arraisonner même le Flying Dutchman, et envoyer son équipage maudit faire de la PLV (promotion sur le lieu de vente) dans une trop probable zone commerciale.

Depuis lors cependant, dans la ville ou dans ses bâtiments, je ne peux m'empêcher de jeter des coups d'oeil furtifs aux murs, espérant y trouver des traces de nos individualités par l'indication de leurs destinations, qui formeraient des chemins, des passes, des chenaux, pour un archipel à recomposer ensemble. Mais je n'y vois pour l'heure que revendications violentes de territoires, alternativement par les pubs et les tags, figures de la domination en positif/négatif l'une de l'autre; sans rêveries.

C. C.



## Jeudi 7 novembre

10 heures > 12 heures **Chronique hebdo.** Analyse libertaire de l'actualité

20h30 > 22h30 **Entre chiens et loups.** Emmanuel Bex présentera son ou ses albums récents, dont l'hommage à Bill Evans.

## Samedi 9 novembre

11h30 > 13h30 **Chronique syndicale.** Luites et actualités sociales.

## Dimanche 10 novembre

14 heures > 15h30 **Tempête sur les planches.** Actualité du Théâtre et de la danse. En 2006, Israël «offre» au Liban un tapis, rouge, de 1 à 2 millions de mines anti-personnel. Qui démine? Les femmes. Qui en parle? Personne! Une pièce de théâtre lève la censure.

## Lundi 11 novembre

11 heures > 13 heures **Lundi matin.** Infos et revue de presse.

16 heures > 18 heures **Trous noirs.** Alexandre Skirda nous parle de son livre *La Traite des Slaves. L'esclavage des Blancs du VIII<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle*, et dévoile les intérêts économiques et le rôle des religions.

## Mardi 12 novembre

18 heures > 19h30 **Pas de quartiers.** Tout ce que vous avez toujours rêvé de savoir sur la langue des signes.

19h30 > 20h30 **Parole d'associations.** Exposition *Même pas mal !*, qui se tiendra du 13 au 17 novembre à la Bastille (avec plusieurs artistes plasticiens).

## Mercredi 13 novembre

10h30 > 12 heures **Blues en liberté.**

18h30 > 20h30 **Femmes libres.** Femmes qui luttent, femmes qui témoignent.

20h30 > 22h30 **Ras les murs.** Actualité des luites des prisonniers qui s'organisent contre l'enfermement et pour l'amélioration des conditions de détention.

# Durruti *no ha muerto*

**LE 20 NOVEMBRE 1936**, le militant anarcho-syndicaliste Buenaventura Durruti était tué devant la cité universitaire à Madrid. Il y a soixante-dix-sept ans. Il était venu avec une partie de la colonne qui portait son nom pour empêcher les fascistes de passer et d'entrer dans Madrid. Durruti était devenu le symbole de la révolution libertaire qui construisait en Catalogne et en Aragon une société sans classes, ni patrons, et c'était le peuple qui l'édifiait. À cette occasion, je rappelle que notre camarade Jean Rochard (label Nato) a produit un double CD, *Buenaventura Durruti*, qui rend hommage à notre camarade espagnol et, à travers lui, à la tentative de construction d'un monde égalitaire qui fut aussi nommé le « bref été de l'anarchie » ! Deux CD qui reprennent des chants anarchistes, des discours, des chants révolutionnaires sur de vieux airs populaires espagnols, du jazz, du flamenco. Un bel essai

pour faire revivre nos utopies qui, en 1936, à Barcelone, étaient devenues réalités. Agrémenté d'un riche livret de 136 pages, en trois langues (français, espagnol, anglais) qui reprennent tous les thèmes évoqués : biographie de Durruti, car, finalement, son histoire est celle de la révolution espagnole, textes d'Emma Goldman, de Carl Einstein et la participation d'Abel Paz. Le livret est enrichi des photos tirées des archives de la CNT, et une analogie constante avec le mouvement zapatiste et l'image du sous-commandant Marcos provoque un espoir tourné vers l'avenir... Les musiciens, chanteurs, écrivains, acteurs s'interrogent et créent à partir de l'histoire de Durruti. De *Durruti no ha muerto* en passant par *Vivan las utopias* jusqu'aux *Barricades mystérieuses*, un album incontournable. « Je ne veux rien posséder, même ma liberté », aurait pu dire El Solidario !

Acracio

**PROPAGANDE PROPAGANDE PROPAGANDE**



Lecteurs, lectrices, vous pouvez vous fournir en autocollants et affiches, en vous adressant à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

**PROPAGANDE PROPAGANDE PROPAGANDE**



# AGENDA

## Mardi 5 novembre

### Graulhet (81)

20h30. Projection du film documentaire de Gabriel Gonnet *Sur le chemin de l'école de la non-violence*. Place de l'Odéon.

## Mercredi 6 novembre

### Paris (XI<sup>e</sup>)

19 heures. Présentation du livre *Cuba Gráfica: histoire de l'affiche cubaine*. 21 ter, rue Voltaire.

### Bagnols-sur-Cèze (34)

20 heures. Projection du film *Les Lauréats de l'évasion fiscale!* suivie d'un débat. Place Flora-Tristan.

## Jeudi 7 novembre

### Pessac (33)

18 heures. Conférence-débat dans le cadre des Jeudis de l'écologie, avec Dominique Bourg, philosophe, professeur à l'université de Lausanne. Sujet: «L'écologie est-elle soluble dans la démocratie?» Université de Bordeaux-IV.

## Vendredi 8 novembre

### Angers (49)

20h30. Présentation du livre *Syndicalistes et libertaires: une histoire de l'Union des travailleurs communistes libertaires*, par l'auteur, Théo Rival. 21, rue Maillé.

### Rouen (76)

20 heures. Vidéo-débat «Produire et distribuer autrement», autour de la projection de «Court-Circuit» sur l'amap de Saint-Denis. Librairie l'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

### Paris XI<sup>e</sup>

19h30. Être libertaire n'a jamais été facile, d'autant plus en Russie poutinienne. La librairie Publico vous invite à une projection de films sur les anarchistes et antifascistes en Russie dont les titres sont *Croix noire anarchiste de Moscou* et *Nijni-Novgorod* et *Alex Gaskarov. Pas un mot sur la politique*. Diana et Misha,

libertaires russes, seront là pour les commenter et discuter. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

## Samedi 9 novembre

### Paris (XII<sup>e</sup>)

13 heures. Fête du livre des Éditions Noir & Rouge. 12, impasse Crozatier.

### Paris (XI<sup>e</sup>)

16h30. Projection du film *Élisée Reclus, la passion du monde*. Débat avec le réalisateur, Nicolas Eprendre. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.



## Lundi 11 novembre

### Gentioux (23)

10 heures. Rassemblement anarchiste et antimilitariste.

### Le Villard (23)

12h30. Auberge espagnole anarchiste. Table de presse anarchiste.

## Dimanche 17 novembre

### Paris (XI<sup>e</sup>)

17 heures. Soirée de soutien pour la coopérative Al Sanabel. Projection, présentation du projet et discussion. 21ter, rue Voltaire.

## Mardi 26 novembre

### Limoges (87)

20 heures. Conférence autour du livre *Les Groupes d'action révolutionnaire internationalistes* (Gari), organisée par le Cira-Limousin. Présence des éditeurs du Cras (Centre de recherches sur l'alternative sociale de Toulouse). Ce livre présente une chronologie détaillée des événements et une anthologie des textes écrits entre 1974 et 1977. En outre, il comporte des témoignages récents de protagonistes qui ont bien voulu revenir sur ce passé. À l'amphithéâtre Blanqui (esplanade de la mairie de Limoges).

## Vendredi 29 novembre

### Paris XVIII<sup>e</sup>

19h30. Le groupe Salvador-Seguí de la Fédération anarchiste présente une conférence animée par Angel Pino (spécialiste de la Chine et de l'anarchiste chinois Ba Jin). Le thème en sera la Chine de Mao Zedong: la Longue Marche, le Mouvement de rectification, l'avènement du PCC, la Campagne des cent fleurs, le Grand Bond en avant, la Révolution culturelle, brouilles et embrouilles au sein du PCC, bande des quatre et communisme capitaliste... Bref, tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur la Chine maoïste sans jamais oser le demander. Bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette. Métro Blanche ou Abesses. Entrée libre et gratuite.

### Cycle de conférences à la bibliothèque La Rue

#### 8 novembre

19h30. Cycle de conférences de biologie sur le thème «Qu'est-ce que la vie?».

#### 22 novembre et 6 décembre

19h30. Cycle de conférences politiques sur le thème «Anarchisme et Révolution française».

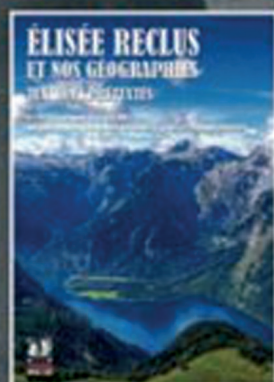


# FÊTE DU LIVRE

**SAMEDI 9 NOVEMBRE  
À PARTIR DE 13 HEURES**

**LIBRAIRIE L'ÉMANCIPATION**

**8 IMPASSE CROZATIER, PARIS 12<sup>E</sup>  
MÉTRO FAIDHERBE-CHALIGNY (LIGNE 8)  
OU GARE DE LYON (LIGNES 1 ET 14)**



**DÉCOUVREZ NOS NOUVEAUX LIVRES  
ET DES CENTAINES DE LIVRES D'OCCASION**